

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Pouvoir adjudicateur : Agence Française de développement

5 Rue Roland-Barthes

75012 PARIS

**OBJET : APPUI AUX COLLECTIVITES LOCALES DE MAYOTTE
POUR DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE (AMO) DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION
OU DU DEVELOPPEMENT DE LEURS EQUIPEMENTS SPORTIFS**

Référence interne : MAM-2025-0478

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

TABLE DES MATIERES

Article 1. Contexte	3
1.1. Contexte général	3
1.2. Propositions de traitement un an après le passage du cyclone Chido	4
1.3. Bénéficiaires	5
Article 2. Description des prestations	5
2.1. Prestations attendues	5
3.1. Méthodologie	7
3.2. Livrables	7
3.3. Dispositif de pilotage	9
3.4. Constatation de l'exécution des prestations	9
Article 4. Profils requis	10
1. Chef.fe de projet AMO	10
2. Chargé.e de l'accompagnement à la planification et à la (re)construction des équipements sportifs	10
3. Chargé de l'expertise RH pour assurer la gestion et la maintenance des équipements sportifs	11
Article 5. Modalités financières et administratives	12
5.1. Estimation des jours d'intervention	12
Chargé de projet planification	Erreur ! Signet non défini.
5.2. Délai de réalisation	12

Article 1. Contexte

1.1. Contexte général

Le territoire de Mayotte se caractérise par une appétence particulière pour le sport. Les activités sportives représentent une part majeure de l'offre d'activités pour la jeunesse. Aussi le sport est-il perçu comme un vecteur extrêmement important dans sa contribution à l'éducation de la jeunesse, à la proposition d'un cadre, au respect de la règle et de l'autorité mais également au plaisir de faire une activité collective.

Le sport est également un facteur de rassemblement intergénérationnel, inter-villageois, qui peut être l'exutoire de tensions et cela s'observe notamment pendant la période du ramadan où les tournois ramadans sont particulièrement respectés avec une diminution explicite des violences.

Aussi les réflexions sur le développement du sport à Mayotte ne sont pas nouvelles mais néanmoins se déploient dans un nouveau cadre qui a été posé depuis 2018 à la faveur de la création de l'Agence nationale du sport, laquelle a initié la mise en place d'une nouvelle gouvernance nationale et territoriale à travers l'installation des Conférences régionales du sport qui ont vocation à réunir des représentants de l'Etat, des Collectivités territoriales, du monde économique et du mouvement sportif.

A Mayotte, la Conférence régionale du sport a été mise en place le 10 mars 2022, avec 4 commissions dédiées respectivement aux équipements sportifs, au développement des sports de pleine nature, au sport de haut niveau et au développement du sport pour tous. Chacune de ces commissions a travaillé sur un état des lieux propre au sujet qu'elle a porté et a proposé une série d'actions reprises dans le Projet Sportif Territorial commun.

Concernant les équipements sportifs, 2 enjeux organisationnels ont été identifiés :

Enjeu n°1 : Un des problèmes majeurs qui a été relevé lors des commissions est le manque d'accompagnement et de connaissance pour la création et la pérennisation d'un projet d'équipements.

Orientation : Appuyer les acteurs pour le montage financier, sportif et technique des projets.

Objectif stratégique : Uniformiser les procédures de montage et pilotage de projet. Optimiser la conduite des projets. Informer et former les porteurs de projets. Intégrer les enjeux de gestion de l'infrastructures sportives dès sa conception.

Enjeu n°2 : Créer un plan de montée en rénovation, mise aux normes, vestiaires, couvertures...

Orientation : Généraliser la mise aux normes fédérales, la bonne qualité d'accueil et la planification de l'utilisation des équipements.

Objectif stratégique : Permettre un usage normé et sécurisé des infrastructures sportives.

Ainsi ces deux actions proposées dans le projet sportif territorial adopté par la Conférence régionale du sport témoignent d'un besoin effectivement identifié pour accompagner le plan de rattrapage des équipements sportifs souhaité et attendu par la population de Mayotte, à commencer par la rénovation et la mise aux normes de certains d'entre eux lorsque cela est possible.

A noter que ces besoins et d'autres également avaient fait l'objet d'une remontée auprès des ministères en charge des Sports et des Outre-mer à la demande de ces derniers qui avaient missionné expressément le Sénateur Théophile. Il s'agit donc d'une faille structurelle qui enraye la projection des collectivités locales vers le déploiement d'une politique sportive et d'aménagement du territoire à long terme.

1.2. Propositions de traitement un an après le passage du cyclone Chido

Suite au passage du cyclone Chido, parmi les besoins de remise en état voire de reconstruction se trouvent également les équipements sportifs. En tout état de cause, cela fait clairement partie de la demande des élus qui avaient déjà de très fortes demandes relatives à la construction de plateaux sportifs, gymnases, stades, city-stades et autres, désormais accentuée aujourd'hui.

Il s'agit de prendre en compte la réalité post-cyclonique de reconstruction de Mayotte pour intégrer, pour les collectivités qui le souhaiteront, une nouvelle dimension dans le renouvellement du plan pluriannuel d'investissement des collectivités et se saisir de cette occasion afin de :

1. Sur la base de l'évaluation des besoins faite par la DRAJES et l'AMO d'accompagnement accordée par l'Agence nationale du Sport, **d'accompagner les collectivités à prioriser les équipements à rénover ;**
2. **Accompagner à dimensionner les équipements sur la base du besoin des usagers et de clubs en présence**, dans une perspective de long terme du développement sportif local ;
3. Prévoir le coût financier de la construction/rénovation/extension des équipements ainsi que leur coût **de fonctionnement sur la durée de vie des équipements** (entretien renouvellement du petit équipement, modalités d'assurance des équipements etc.) ;
4. **Evaluer les besoins en compétences et les postes nécessaires pour assurer la gestion (maintenance) des équipements sportifs ;**
5. Définir **un plan de formation** des ressources humaines nécessaires à la gestion des équipements ainsi qu'une **prévision des emplois** pour les agents de la collectivité en ce sens ;

1.3. Bénéficiaires

L'AFD Mayotte est le commanditaire de cette AMO proposée.

Les bénéficiaires finaux identifiés sont prioritairement les **17 communes** qui le souhaitent. Au regard du besoin local, entre 5 et 7 communes devraient bénéficier de cette AMO.

Article 2. Description des prestations

2.1. Prestations attendues

Les prestations visent à accompagner les collectivités et les établissements publics de coopération intercommunale dans la définition d'une stratégie globale d'investissement, de rénovation et de maintenance de leurs équipements sportifs, à l'échelle communale ou intercommunale.

L'objectif de cette AMO est de permettre à chaque collectivité de disposer d'une feuille de route claire et réaliste pour le développement, la priorisation et la gestion de son patrimoine sportif, sur la base des besoins locaux identifiés et des moyens disponibles.

Les prestations proposées sont présentées ci-dessous. Elles peuvent être cumulables ou dissociées selon le besoin des collectivités.

Prestation 1 : Accompagnement à la priorisation, la planification, et la maintenance des équipements sportifs

Sur la base du diagnostic réalisé par la drajes et mis à disposition des communes (voir annexe du présent CCTP), ainsi que des besoins complémentaires identifiés par les collectivités à partir des remontées des associations sportives et de la population en termes d'usage et d'occupation des équipements sportifs, le prestataire proposera une offre d'appui modulable, adaptable aux besoins et au niveau d'avancement de chaque collectivité. Cette prestation comprendra notamment :

- **Appui à la priorisation des projets d'investissement** selon trois critères principaux :
 - la **pertinence au regard des besoins des usagers et du mouvement sportif local**, en lien avec les orientations de la mandature et les attentes des clubs présents sur le territoire ;
 - l'anticipation de la maîtrise foncière (garantir et démontrer la propriété de la commune)
 - La **faisabilité financière** des projets, incluant l'évaluation de l'ensemble des coûts y compris les coûts de fonctionnement et d'entretien futur des équipements.
- **Élaboration d'un plan de programmation des investissements** pour les équipements à rénover, reconstruire ou construire, incluant :

- Un calendrier des interventions à court, moyen et long terme, ventilé par typologie d'équipements et nature des travaux (clôture, éclairage, toiture, etc.) ;
 - une **aide à la définition du budget prévisionnel** permettant le bouclage financier des opérations et la maîtrise des coûts (évaluation des prix, coûts logistiques, coût des prestations, leviers d'économies) ;
 - une **méthodologie de suivi et de pilotage** des travaux d'entretiens (outils de planification, identification des points d'alerte, compétences à mobiliser en interne, dispositifs de suivi).
- **Appui à la définition d'un plan de maintenance et de gestion des équipements sportifs**, comprenant :
 - la **projection des besoins de maintenance** (petit matériel, travaux d'entretien, prestations externes) et leur intégration dans le budget communal ;
 - une **méthodologie d'estimation du coût d'entretien par équipement**, applicable tant aux équipements existants qu'à ceux en cours de construction ou à venir ;
 - une **vigilance particulière sur les aspects assurantiels** des maîtres d'œuvre et sur la couverture des équipements sportifs dans les polices d'assurance des collectivités.

Le prestataire devra ainsi fournir aux collectivités bénéficiaires un outil d'aide à la décision et de planification complet, leur permettant d'anticiper les besoins financiers, humains et techniques liés à la rénovation, la construction et la gestion durable de leurs équipements sportifs.

Prestation 2 : Accompagnement au développement des compétences et à l'organisation des ressources humaines nécessaires à la bonne gestion des équipements prioritaires.

Cette prestation vise à accompagner les communes et intercommunalités bénéficiaires dans la mise en cohérence de leurs moyens humains avec les exigences de gestion, d'entretien et de maintenance de leur patrimoine sportif.

L'objectif est de permettre aux collectivités de disposer d'une vision claire et prospective des compétences nécessaires, de mesurer les écarts avec l'existant et de définir un plan de développement des compétences adapté, articulant formations internes, mobilités et recrutements externes.

L'AMO n'a pas vocation à assurer directement les formations, mais à proposer un appui stratégique, méthodologique et budgétaire permettant aux collectivités :

- d'évaluer leurs capacités internes actuelles,
- d'identifier les besoins d'évolution des compétences,
- d'estimer le coût des ajustements RH nécessaires,

- et de planifier les actions de formation et de recrutement à engager, en lien notamment avec le CNFPT et les dispositifs territoriaux de formation.

Le prestataire devra ainsi :

1. Réaliser un diagnostic RH des compétences mobilisées pour la gestion des équipements sportifs (agents techniques, responsables de site, personnels administratifs, etc.), en lien avec les services RH et techniques des collectivités ;
 2. Analyser les besoins d'évolution et les écarts de compétences, au regard des missions actuelles et futures liées à la gestion, la maintenance et la sécurité des infrastructures sportives ;
 3. Évaluer la dimension budgétaire associée aux besoins en formation et en recrutement (coûts de formation, projections de masse salariale, coûts de nouveaux postes ou de requalification) ;
 4. Identifier les formations prioritaires à mettre en œuvre, en mobilisant les dispositifs existants (plan de formation interne, CNFPT, autres partenaires de la formation publique) ;
 5. Mettre en évidence les compétences manquantes et formuler des préconisations de recrutement ou de réorganisation interne (création, mutualisation ou redéfinition de postes) ;
 6. Proposer des modèles de fiches de poste et de fiches de mission types adaptés aux différents profils concernés (responsable d'équipement, agent d'entretien, chargé de maintenance, gestionnaire d'équipements, etc.) ;
 7. Construire un plan pluriannuel de montée en compétences, cohérent avec la trajectoire d'investissement et de maintenance définie dans la première prestation.
- Cette prestation doit permettre aux collectivités bénéficiaires de professionnaliser durablement la gestion de leurs équipements sportifs et d'en assurer la pérennité technique et financière.

3.1. Méthodologie

Le soumissionnaire décrira, dans sa proposition technique, la méthodologie détaillée qu'il prévoit de mettre en œuvre pour chacune des prestations.

3.2. Livrables

Prestation 1 – Accompagnement à la priorisation, la planification, et la maintenance des équipements sportifs

Livrables à destination des collectivités et de la DRAJES :

- 1. Fiche de cadrage synthétique (1 page par équipement)**

→ S'appuie sur le diagnostic post-cyclone existant pour chaque équipement sportif (terrain, plateau, gymnase, salle polyvalente, etc.).

La fiche récapitule le niveau de dégradation observé des équipements, les besoins complémentaires identifiés par la collectivité ou les usagers, et précise la priorité d'intervention (réparation, reconstruction ou amélioration fonctionnelle).

(Il ne s'agit pas d'un nouveau diagnostic technique, mais d'un outil de cadrage de la planification.)

2. Grille de priorisation et note de décision (2 à 4 pages)

→ Classe les équipements selon les 3 critères objectifs cité plus haut : besoin des usagers, maîtrise foncière et viabilité économique et financière.

La note présente la justification des choix de priorisation proposés à la collectivité.

3. Calendrier des opérations (tableur + synthèse PDF)

→ Détaille, pour chaque équipement prioritaire, la séquence des opérations à réaliser (travaux de remise en état, modernisation ou création), selon trois horizons temporels : court, moyen et long terme.

Il précise les jalons techniques et financiers, les autorisations préalables à obtenir et les acteurs à mobiliser à chaque étape.

4. Feuille de chiffrage estimatif (tableur Excel)

→ Présente, par équipement, une estimation des coûts liés aux travaux envisagés (réparation, reconstruction, création d'équipements complémentaires) ainsi qu'aux futurs besoins en termes de fonctionnement et de maintenance.

L'outil permet d'identifier les principaux postes de dépenses (matériaux, prestations, logistique) et leur associe des montants sur la base d'hypothèses de coûts/prix unitaires locaux.

5. Méthodologie de pilotage et de suivi (4 à 6 pages)

→ Propose une méthode d'organisation du suivi des travaux d'entretien : calendrier de pilotage, outils de suivi budgétaire et technique, points d'alerte, fiches de coordination et modèle de tableau de bord de suivi.

Cet outil vise à rendre la collectivité autonome dans le pilotage de ses opérations de réparation, de modernisation et de maintenance des équipements sportifs.

Livrables à destination de la DRAJES

6. Note de cadrage par bénéficiaire (3 à 5 pages)

→ Fait le point sur le contexte local, les priorités, les besoins financiers, les risques identifiés et les demandes d'accompagnement spécifiques.

7. Rapport consolidé de programmation (PDF + Excel)

→ Regroupe, à l'échelle départementale, les priorités, les échéanciers et les besoins financiers de l'ensemble des bénéficiaires, pour le pilotage du FOM, de l'ANS et de l'AFD.

Prestation 2 – Accompagnement au développement des compétences et à l'organisation des ressources humaines

À destination des collectivités (communes / EPCI)

8. Diagnostic RH synthétique (2 à 4 pages + tableau compétences)

→ Dresse une cartographie des compétences internes disponibles pour la gestion des équipements sportifs et identifie les manques prioritaires.

9. Analyse budgétaire RH (1 à 2 pages + tableur)

→ Évalue le coût des formations, des recrutements ou des requalifications nécessaires sur une période de 3 ans.

10. Fiches de poste ou fiches de mission types (1 page par fiche)

→ Propose 4 à 6 modèles de fiches (responsable d'équipement, agent d'entretien, chargé maintenance, gestionnaire, etc.) utilisables ou adaptables par les communes.

11. Plan pluriannuel de montée en compétences (3 pages + calendrier)

→ Définit les priorités de formation, les modalités de mise en œuvre (CNFPT, interne, externe), le calendrier de déploiement et les coûts associés.

Livrables à destination de la DRAJES

12. Rapport consolidé RH (6 à 8 pages + tableau synthèse)

→ Fournit une vision d'ensemble des besoins RH à l'échelle du territoire : profils manquants, besoins de formation, mutualisations possibles, et enveloppe budgétaire estimée.

Le soumissionnaire peut, dans sa proposition technique, proposer d'autres livrables qu'il estime pertinents. L'AFD se réserve le droit également de demander la remise d'autres livrables définis dans ses bons de commande.

3.3. Dispositif de pilotage

Le soumissionnaire doit présenter, dans sa proposition technique, le dispositif de pilotage qu'il propose de mettre en place (instances, composition, rôle, fréquence...) pour assurer le contrôle de la bonne exécution des prestations. Ce dispositif, qui associera tant l'AFD que les bénéficiaires des prestations, devra être stabilisé au moment du cadrage de la mission.

3.1. Constatation de l'exécution des prestations

A la réception d'un livrable, l'AFD aura 20 jours ouvrés (sauf indication contraire) pour valider le livrable (ce délai tient compte du dialogue avec l'entité bénéficiaire de la prestation). Si l'AFD souhaite amender le livrable, elle communiquera à l'attributaire ses commentaires sur le livrable dans ce délai. L'attributaire aura 10 jours ouvrés pour prendre en compte ces

commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus pourra être renouvelé tant que l'AFD ne sera pas satisfaite du livrable.

Article 4. Profils requis

L'AMO devra être constituée d'une équipe spécialisée dans la construction et la gestion des équipements sportifs, connaissance des compétences en RH incluse, idéalement avec une expérience en milieu tropical, insulaire et éloigné de l'hexagone, en mesure de couvrir l'ensemble des besoins décrits ci-dessus.

Cette équipe devra être capable d'adapter ses ressources en fonction des besoins exprimés, en mobilisant des expertises spécifiques (experts techniques, ingénierie de projet, gestion budgétaire et gestion RH...).

Les profils attendus incluent :

1. Chef.fe de projet AMO

Mission principale : Responsable de la coordination de la mission, de l'interface avec les bénéficiaires et de la supervision des prestations.

- **Expérience :**
 - +10 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Pilotage de projets d'infrastructures publiques, en lien avec des collectivités locales ou d'autres maîtres d'ouvrage publics.
 - Coordination d'équipe d'AMO et/ou de MOE.
- **Compétences requises :**
 - Excellentes compétences en pilotage de projet et capacité à mobiliser des acteurs (i.e. les bénéficiaires).
 - Management d'équipe, maîtrise des risques et respect rigoureux des délais.
 - Excellente connaissance des procédures administratives et réglementaires dans le cadre des marchés publics et des financements publics.
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en ingénierie (BTP, génie civil...), en gestion de projets ou équivalent

2. Chargé.e de l'accompagnement à la planification et à la (re)construction des équipements sportifs

Mission principale :

Accompagner les collectivités bénéficiaires dans la planification, la priorisation et le cadrage budgétaire des opérations de réparation, de réhabilitation ou de (re)construction des équipements sportifs. L'objectif est d'aboutir à des propositions techniquement réalistes, financièrement soutenables et cohérentes avec la vision locale du développement sportif et les besoins des usagers.

Expérience attendue :

- Expérience professionnelle significative (minimum 3 à 5 ans) dans le domaine de l'aménagement, de la gestion ou du développement d'équipements sportifs.

- Participation à l'élaboration d'un plan de développement d'une politique sportive sur un territoire local.
- Connaissance approfondie du fonctionnement des collectivités territoriales et de la relation à l'utilisateur.
- Bonne compréhension des besoins du mouvement sportif et capacité à observer et interpréter les usages réels des équipements.
- Connaissances techniques :
 - des éléments constitutifs des équipements sportifs (structures, revêtements, équipements de base, maintenance) ;
 - du cadre juridique et technique applicable à la construction, la réhabilitation ou la maintenance des équipements sportifs ;
 - des risques juridiques liés aux marchés publics, en particulier de maîtrise d'œuvre et de conception-réalisation.

Compétences requises :

- Capacité à évaluer l'état d'un équipement et à identifier les interventions prioritaires, y compris celles engageant la responsabilité du maire.
- Aptitude à projeter financièrement les coûts (réparation, maintenance, reconstruction) et à établir un plan de financement réaliste.
- Capacité à proposer des solutions techniques adaptées au contexte tropical et aux conditions d'usure locale.
- Connaissance des procédures de passation et de suivi des marchés publics.
- Compétences analytiques et rédactionnelles solides (notes de synthèse, fiches diagnostics, tableaux de priorisation).
- Capacité à formuler une analyse territoriale intégrant la dimension associative, l'usage sportif et la soutenabilité financière.
- Maîtrise des outils et procédures de montage financier et budgétaire d'opérations publiques.

Formation :

Bac +5 en ingénierie d'aménagement ou de construction, gestion publique, urbanisme, finances, gestion de projet ou équivalent.

3. Chargé de l'expertise RH pour assurer la gestion et la maintenance des équipements sportifs

Mission principale : Analyse des besoins RH au sein de la commune pour performer et permettre au plan d'équipements sportifs de se réaliser efficacement

- **Expérience :**
 - +2 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Expérience en conseil RH au sein d'une structure territoriale
 - Connaissance des métiers en collectivités territoriale notamment dans les directions techniques
- **Compétences requises :**
 - Expertise en gestion prévisionnelle des emplois et compétences
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en gestion des ressources humaines

Compte tenu du contexte spécifique, il sera nécessaire d'assurer une proximité effective de l'équipe d'AMO avec le(s) bénéficiaire(s) de l'appui. Cela permettra de faciliter le déroulement des missions, de fluidifier la communication et de répondre avec célérité aux besoins exprimés. A ce titre, la présence permanente à Mayotte (sauf congés) des profils **Chef de projet et des chargés de projet** est donc requise. Ce paramètre est d'autant plus important que certaines missions pourront être soumises à des délais contraints.

Article 5. Modalités financières et administratives

5.1. Estimation des jours d'intervention

Dans sa proposition financière, le soumissionnaire sera invité à indiquer le taux journalier moyen (TJM) applicable à chaque profil.

Tableau – Estimation prévisionnelle du nombre de jours de mobilisation par collectivité

Estimation prévisionnelle du nombre de jours de mobilisation			
Prestations	Chef de projet AMO	Chargé de projet planification	Chargé de projet RH
	55 jours max	74 jours max	74 jours max

Ce tableau est une base de discussion. Les répondants pourront challenger cette estimation lors de la remise des offres. Aussi, la maîtrise d'ouvrage en discussion avec le soumissionnaire, se réserve le droit de faire évoluer ce TJM lors de l'émission des bons de commandes, en fonction de la complexité des besoins de la collectivité bénéficiaire.

5.2. Délai de réalisation

La durée estimée de la présente AMO est de 2 ans.

Le soumissionnaire, dans sa proposition technique, devra intégrer des délais de réalisation prévisionnels pour les différentes prestations, selon que le cas soit normal ou complexe. Il est toutefois entendu que le déclenchement de chaque prestation dépendra de la temporalité de réception par l'AFD des demandes exprimées par les entités bénéficiaires.